

L'ÉDITO

par Philippe MARTIN

La vraie politique

Derrière les petits comptes de boutiquiers se cachent les vrais choix du gouvernement. Même si les ministres qui négocient un budget passent le plus clair de leur temps à entretenir des écrans de fumée.

En Belgique, les contrôles budgétaires sont une sorte de dramaturgie. Avec des préliminaires, des déclarations contradictoires, de vrais enjeux, des passes d'armes parfois brutales, puis un dénouement progressif. Le tout ponctué de longues phases de travail nocturne et de petites pauses qui permettent de consulter les états-majors et de passer des coups de fil. Autrement dit, ce n'est pas demain que nos ministres seront capables de boucler un budget la veille ou l'avant-veille de la date ultime. Dans un contexte de rivalité et de dramatisation, chacun occupe cette parenthèse pour obtenir un maximum d'avantages et pour déployer sa stratégie. Comme au théâtre, le facteur temps fait partie intégrante de l'action. Ainsi, il y a ceux (Didier Reynders, par exemple) qui considèrent qu'il y a un accord, alors que des collègues (Kris Peeters, entre autres) insistent sur les pierres d'achoppement. Et comme tout le monde le sait, ce sont les derniers arbitrages les plus

difficiles.

Simple question d'optimisme ou de scepticisme naturel des uns et des autres ? Non, bien sûr.

Tactique, là encore. Car en agissant de la sorte, le ministre Reynders tente de couper l'herbe sous le pied de ses homologues qui ne pourront plus venir avec de nouvelles exigences.

Autre stratégie, celle de la déclaration en forme d'ultimatum. Par exemple, quand le VLD monte au front en demandant une réduction des allocations de chômage.

Seulement pour flatter ses électeurs libéraux ? Ou plutôt pour avoir une monnaie d'échange face au CD&V qui revient avec ses attentes de fiscalité plus lourde sur les revenus du capital ?

Chez nous, l'incertitude demeure toujours jusqu'à ce que le rideau tombe. Et que la réalité des chiffres apparaisse clairement derrière les écrans de fumée.

Parce qu'un budget, qu'on le veuille ou non, cela reste quand même l'épure financière de l'action d'un gouvernement. Et parce que derrière les chiffres, apparaissent les vrais enjeux politiques de la coalition au pouvoir : une fiscalité plus juste (sur le capital) et la réforme du marché du travail. Une fois encore, ici, l'arbre sera jugé à ses fruits.